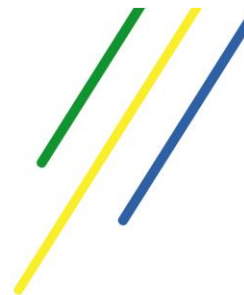




RÉPUBLIQUE GABONAISE

Ministère de la Réforme des Institutions



RAPPORT SANCTIONNANT
LA COLLECTE DES
CONTRIBUTIONS CITOYENNES
EN VUE DU DIALOGUE
NATIONAL INCLUSIF



Avril 2024



THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE



THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

CONTRIBUTIONS SUR L'AGRICULTURE ET L'ENVIRONNEMENT

Les contributions citoyennes sur l'agriculture et l'environnement sont récapitulées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 16 : Récapitulatif des contributions reçues dans le secteur agriculture et environnement

l'agriculture et l'environnement			
THEMES	NOMBRE DE CONTRIBUTIONS	%	TOTAL CONTRIBUTIONS
Agriculture, élevage pêche/mer	1 028	54,10	1 900
Environnement	467	24,57	
Forêt et climat	405	21,31	

Source : Données : Contributions citoyennes
Tableau : Ministère de la Réforme des Institutions

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

XIV. FORÊT ET CLIMAT

I. CONFLITS AVEC LA NATURE ET LA FAUNE

A. DIAGNOSTIC DES CITOYENS

Les contributeurs estiment que les éléphants sont devenus un véritable « problème » dans nos villages.

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Au titre des propositions, les Gabonais suggèrent les solutions suivantes :

- Organiser des battues administratives ;
- Prendre des mesures contre la pauvreté ;
- Protéger les récoltes villageoises ;
- Installer des moyens dissuasifs pour les éléphants en zones d'habitation et production agricole ;
- Indemniser équitablement les victimes des destructions des éléphants dans les villages, cantons et districts ;
- Installer des barrières électriques aux alentours des villages et des champs agricoles ;
- Renforcer et créer de brigades provinciales ;
- Financer le coût des clôtures ;
- Repartir entre l'état et les populations les revenus issus de la faune ;
- Vendre la viande des animaux abattus ;
- Préserver l'habitat naturel des éléphants ;
- Mettre en place des politiques relatives à la résolution de ce problème en supprimant les animaux les plus agressifs ;
- Contrôler et limiter l'exploitation forestière ;
- Normaliser le statut inférieur des éléphants face à l'homme ;
- Supprimer l'Agence Nationale des Parcs Nationaux ;
- Reconduire les éléphants dans les réserves par les éco gardes ;
- Equiper les eaux et forêts des moyens humain et roulant ;
- Créer un cadre propice à l'épanouissement des 2 parties ;
- Revoir le dispositif juridique relatif aux relations homme-faune en réservant une place de choix à l'homme ;
- Réviser les lois sur l'exploitation forestière ;
- Former et éduquer les populations sur la biodiversité ;
- Revoir les contrats forestiers ;
- Répartir les forêts communautaires entre villageois ;
- Revoir les contrats d'attribution des permis forestiers aux étrangers ;
- Créer un fichier de concession forestière ;
- Adapter la législation à la gestion des forêts ;
- Améliorer et accentuer la sensibilisation auprès des populations ;
- Instaurer une plus grande implication des autorités locales dans la gestion des forêts communautaires ;
- Créer une entité administrative en charge des forêts communautaires ;
- Instaurer la gratuité des interventions de l'administration dans la gestion des forêts communautaires ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

II. RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET SES EFFETS

A. DIAGNOSTIC DES CITOYENS

Les contributeurs estiment que le réchauffement climatique et ses effets néfastes tels que les inondations ne favorisent pas le bien-être des populations et la protection de leurs biens.

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Au titre des propositions, les solutions suivantes sont préconisées par les Gabonais :

- Reboiser nos villes et mieux traiter les déchets ;
- Privilégier les énergies vertes et déployer des transports 100% électriques ;
- Créer un fonds et une brigade verte ;
- Sanctionner les pollueurs ;
- Imposer des travaux d'intérêt général aux pollueurs ;
- Instaurer un jour de nettoyage ;
- Établir un service de contrôle de propreté ;
- Distribuer les crédits Carbone de façon équitable ;
- Élaborer des cartes des zones, concevoir des plans d'occupation et mettre en œuvre ces plans pour juguler le phénomène des inondations ;
- Mettre en place un arsenal législatif et réglementaire contraignant en matière d'environnement et la lutte contre le réchauffement climatique ;
- Créer des lacs artificiels qui seront des points de chutes des eaux qui doivent être jalonnés de canaux d'irrigation permettant la circulation des eaux vers ceux-ci ;
- Déguepiper et reloger les population victimes d'inondations ;
- Intensifier les campagnes de sensibilisation, réaliser des études et des enquêtes et renforcer le dialogue et le partage des données entre ministères sectoriels afin de lutter contre les effets du réchauffement climatique ;
- Créer un mécanisme de financement innovant à objectifs et revoir les engagements financiers pris lors de la COP21 à Paris afin de booster les initiatives locales ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

III. L'EXPLOITATION FORESTIÈRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

A. DIAGNOSTIC DES CITOYENS

Les contributeurs dénoncent l'exploitation forestière « sauvage » au Gabon.

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Au titre des propositions, les solutions suivantes sont suggérées par les Gabonais :

- Mettre fin à la situation de monopole des entreprises étrangères dans l'exploitation forestière ;
- Organiser des campagnes de sensibilisation pour la protection des espèces menacées ;
- Booster les nationaux à intégrer l'industrie forestière par la mise en place des mesures incitatives ;
- Durcir le cadre légal règlementation la gestion des forêts ;
- Faciliter l'accès gratuit du bois aux villageois ;
- Protéger la biodiversité ;
- Créer des forêts communautaires ;
- Prohiber le commerce au noir ;
- Attribuer plus de permis forestiers aux nationaux ;
- Renforcer le code forestier pour une exploitation rationnelle des forêts ;
- Prohiber la déforestation tous azimuts ;
- Suspendre l'exportation des grumes traitées ;
- Auditer les permis d'abattage ;
- Auditer les comptes du ministère affilié ;
- Procéder au reboisement des zones d'exploitation forestière ;
- Réviser la taxe superficielle à la hausse ;
- Implanter des usines de transformation du bois au niveau local ;
- Améliorer la protection de l'environnement par une gestion des déchets et la promotion des espaces verts ;
- Réviser les politiques de reboisement ;
- Etablir la mission de contrôle ;
- Imposer l'entretien de voirie de sensibilisation ;
- Imposer aux exploitants forestiers la construction des logements à leurs salariés ;
- Revoir les conditions d'attribution des permis d'exploitation forestière ;
- Garantir un meilleur traitement des travailleurs dans les sociétés forestières ;
- Créer des taxes d'exploitation forestière ;
- Mettre en œuvre des politiques environnementales applicables sur l'ensemble du territoire gabonais ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

- Mettre en valeur les ressources floristiques, faciliter l'accès au financement, promouvoir l'entrepreneuriat et l'écotourisme ;
- Assouplir les conditions d'obtention des permis forestiers ;
- Restaurer la politique des permis réservés aux nationaux et des coupes familiales dans l'exploitation forestière ;
- Redéfinir la politique nationale environnementale avec la prise en compte des notions de civisme et de citoyenneté et améliorer le cadre juridique lié à la gestion de notre écosystème ;
- Faire la promotion des activités génératrices des revenus liés à la protection de l'environnement ;
- Promouvoir la gestion durable des ressources naturelles par la protection, la préservation des écosystèmes et vulgariser les connaissances environnementales dans notre système éducatif ;
- Intensifier les activités diplomatiques en vue d'accroître les financements internationaux liés à la préservation de l'environnement et cerner les méthodes de calcul des crédits carbone ;
- Soutenir la politique climat par, entre autres, la conception d'un modèle de développement, la réduction d'émission des gaz à effet de serre et migrer vers la transition des énergies propres et renouvelables ;
- Promouvoir des formations hautement qualifiantes ;
- Faire un audit de l'Agence National des Parcs Nationaux (ANPN) ;
- Mettre en place un système d'alerte pour la gestion des catastrophes naturelles par l'AGEOS et interdire l'occupation des zones à risques ;
- Instaurer une politique d'exploitation durable des ressources par le reboisement des forêts détruites ;
- Mettre en place un système de délivrance des agréments techniques aux associations concernées par les questions de protection environnementale ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

XV. ENVIRONNEMENT

I. POLLUTION ET GESTION DES ORDURES

A. DIAGNOSTIC DES CITOYENS

Les contributeurs estiment que l'environnement est « pollué » dans notre pays.

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Au titre des propositions, les Gabonais préconisent les solutions suivantes :

- Interpeler et mener un véritable audit des sociétés pétrolières polluées ;
- Raffiner le gaz brut plutôt que de le brûler en mettant en place une taxe sur l'émission des gaz à effet de serre ;
- Surveiller les activités marines pour contrôler la surpêche et prévenir la pollution côtière en installant des technologies de surveillance ;
- Mettre en place des services de ramassage fiables ;
- Réaménager les décharges ;
- Sensibiliser les populations sur la gestion des ordures ;
- Créer une police de surveillance de l'environnement ;
- Créer une usine de transformation des déchets (création des sources d'énergies) ;
- Appliquer la législation en vigueur ;
- Mettre en place une politique d'assainissement ;
- Suivre médicalement les agents en charge du ramassage des ordures ;
- Créer un système de gestion des déchets efficace et durable ;
- Distribuer les poubelles par habitation ;
- Encourager et soutenir les acteurs locaux qui luttent contre l'insalubrité ;
- Trier les ordures dans les ménages par catégorie ;
- Mettre en place des agents dans chaque point de ramassage d'ordure ;
- Mettre en place une politique de recyclage effectif des déchets en collaboration avec les entreprises locales et internationales ;
- Mettre en place des zones de transfert temporaire des déchets ;
- Aménager les structures publiques afin de les adapter aux personnes en situation d'handicap ou à mobilité réduite ;
- Mettre en place des panneaux de signalisation ;
- Créer une usine de papier d'emballage ;
- Proposer des solutions innovantes pour la collecte des ordures ;
- Pallier les déficits dans la mise en œuvre des réglementations environnementales et au sein des organisations institutionnelles ;
- Réaffirmer l'opérationnalité des institutions environnementales ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

- Mettre en œuvre la politique environnementale ;
- Proposer des solutions innovantes de traitement et de réutilisation des eaux usées ;
- Créer un réseau de coopérative de quartier de ramassage d'ordures ;
- Mettre fin au monopole de clean Africa ;
- Favoriser l'accès à la justice à toutes les victimes de pollution environnementale ;
- Mettre en place une taxe de pollution ;
- Mettre en place une licence sur les produits polluants ;
- Recycler les métaux utilisés ;
- Mettre en place une politique de ramassage d'objet plastique par les sociétés productrices ;
- Restreindre l'entrée des produits plastiques ;
- Interdire les sacs plastiques dans tout le pays ;
- Utiliser les sacs en carton ;
- Sensibiliser les populations sur les dangers de l'insalubrité ;
- Revoir la politique de la gestion et entretien des bassins versants ;
- Mettre en place des sanctions, des amendes contre les auteurs d'actes de pollution et d'insalubrité ;

II. ENVIRONNEMENT URBAIN ET DÉVELOPPEMENT LOCAL

A. DIAGNOSTIC DES CITOYENS

Les contributeurs estiment que l'environnement urbain et local est « dégradé ».

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

- Au titre des propositions, les Gabonais suggèrent les solutions suivantes :
- Renforcer les capacités opérationnelles du centre national anti-pollution en s'inspirant de celui de Kigali au Rwanda ;
- Mettre en place des services de surveillance spéciale, de contrôle de l'insalubrité et de placement anarchiques dans toutes les mairies du Gabon ;
- Créer des parkings publics par arrondissement ;
- Déguerpir tous les garages de fortune ;
- Avoir une réglementation plus stricte sur les transporteurs suburbains (clandos) qui privilégie les nationaux ;
- Faire un contrôle technique plus stricte des véhicules ;
- Réorganiser les structures en charge d'hygiène ;
- Améliorer les techniques de nettoyage des voiries provinciales et urbaines dans tout le Gabon ;
- Tenir des assises pour définir un modèle d'urbanisation répondant aux besoins des populations ;
- Procéder à la végétalisation (espace vert) des villes, villages et concessions ;
- Aménager un réseau d'éclairage fiable et écologique ;
- Développer les systèmes d'adduction en eau potable et d'évacuation des eaux usées dans nos villes ;
- Légiférer sur le monopole de la SEEG ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

- Redéfinir notre façon de bâtir les infrastructures ;
- Reformuler et moderniser les moyens de transports en commun afin de les rendre plus écologiques ;
- Installer des toilettes dans les centres d'alphabétisation et les lieux publics ;
- Mettre en place des aménagements urbains favorables à la protection de l'environnement ;
- Impliquer les associations des personnes vivant avec un handicap dans la planification urbaine ;
- Régler le problème des constructions anarchiques ;
- Déboucher les voies de canalisation d'eau ;
- Revoir les systèmes d'électrification ;
- Reconstruire les jardins de la peyrie, la cité de la démocratie et la forêt de sibang en parcs touristiques et d'attraction protégés par les éco-gardes ;
- Réviser la loi sur la protection de l'environnement en milieu urbain ;
- Respecter les dispositions légales en matière de pollution visuelle, sonore et de l'air ;
- Faire appliquer toute réglementation en vigueur ;
- Sanctionner les établissements ne respectant pas les normes environnementales ;
- Sensibiliser les propriétaires des établissements sur les méfaits des nuisances sonores ;
- Faire respecter le niveau de décibel à 65 décibels ;
- Exiger l'insonorisation des salles et prévoir des zones d'isolement des structures produisant du bruit ;
- Intensifier les contrôles d'hygiène des lieux d'aisance traditionnels et publics ;
- Organiser des patrouilles pour la mise aux arrêts des consommateurs du chanvre indien ;
- Créer de synergies entre forces de sécurité, ministère chargé de l'environnement et les ONG pour la réalisation des projets de protection de l'environnement ;
- Désenclaver les zones rurales par la réalisation du réseau routier et des infrastructures de base ;
- Trouver les mécanismes de réappropriation de l'économie forestière en favorisant la création des petites unités locales de production et de transformation ;
- Mettre en place des mécanismes de compensation financière pour les victimes de désagrément liés au changement climatique, créer des parcs touristiques et vendre le crédit carbone pour financer le développement rural ;
- Mettre en place un dispositif de règlement du conflit homme-faune notamment par l'organisation des battues administratives, l'érection de barrières électriques et la préservation de l'espace vital des animaux ;
- Réviser le cadre juridique pour une meilleure implication des populations locales dans la gestion de l'environnement et pour une amélioration de la responsabilité sociale des entreprises ;
- Impliquer davantage les nationaux notamment par la réactivation des comités consultatifs pour l'accomplissement des actions de préservation de la forêt

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

XVI. AGRICULTURE, ÉLEVAGE ET PÊCHE

I. POLITIQUES DE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE ET AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE

A. DIAGNOSTIC DES CITOYENS

Les contributeurs estiment que notre agriculture ne permet pas de nourrir nos concitoyens. Ce sont les « étrangers » qui les nourrissent.

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Au titre des propositions, les solutions suivantes sont préconisées par les Gabonais :

- Créer une banque et une maison d'assurance agricoles afin de faciliter le financement des projets agricoles pour tout le secteur agro-pastoral ;
- Mettre en place un cadre légal d'accompagnement des petits producteurs agricoles et éleveurs ;
- Former les jeunes et les personnes morales à l'exercice d'activité agricole ;
- Equiper et financer les entrepreneurs du secteur agricole ;
- Organiser la commercialisation des produits agricoles locaux ;
- Encourager les populations à créer des jardins ;
- Créer des villages agricoles dans toutes les provinces ;
- Assainir l'environnement agricole en réglant le problème du conflit homme-faune dans toutes les provinces ;
- Valoriser et promouvoir les produits locaux ;
- Mettre en place un centre national de formation agricole ;
- Créer un fonds national dédié au secteur agricole ;
- Valoriser le secteur agricole dans notre économie ;
- Encourager l'élevage au même titre que la pisciculture ;
- Instaurer l'agriculture maraîchère ;
- Atteindre l'autosuffisance alimentaire ;
- Créer un laboratoire de contrôle des produits agroalimentaires ;
- Créer une agence gabonaise d'autosuffisance alimentaire ;
- Créer une école d'initiation aux métiers agricoles notamment aux métiers de l'agriculture et de l'élevage ;
- Revaloriser la SOTRADER et son déploiement dans les 9 provinces ;
- Mettre en place une politique vivante à vulgariser les activités du secteur par les jeunes en leur allouant des terres agropastorales ;
- Privilégier les producteurs locaux ;
- Interdire l'importation des produits maraîchers ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

- Réduire les importations des denrées alimentaires ;
- Recenser la population inactive sur étendue du territoire national afin de l'orienter vers les activités de la terre ;
- Créer une usine de transformation de produits de consommation de première nécessité ;
- Réhabiliter le réseau routier pour l'acheminement des produits ;
- Favoriser l'emploi des populations autochtones ;
- Mettre en exergue l'intérêt de la formation des jeunes aux métiers agricoles ;
- Favoriser l'élevage et la pisciculture à l'intérieur du pays ;
- Investir dans l'exploitation des terres agricoles ;
- Lutter contre la corruption ;
- Utiliser les détenus comme main-d'œuvre dans le secteur agricole ;
- Former les volontaires ;
- Créer une catégorie de fonctionnaires agriculteurs ;
- Extension du ministère en charge de l'Agriculture dans les zones reculées du pays ;
- Nationaliser toutes les entreprises du secteur agricole ;
- Créer une société nationale de pêche ;
- Créer des associations d'agriculteurs vivant en milieu rural ;
- Accompagner les agriculteurs et pêcheurs ;
- Relancer le vrai projet graine ;
- Prévoir des moyens de transport conformes à l'exploitation agricole ;
- Mettre en place une usine de production
- Créer des coopératives agricoles dans les villages afin de créer l'autonomie des populations ;
- Former les personnels agricoles gabonais ;
- Encadrer et appuyer en matériel les agriculteurs gabonais ;
- Coordonner les programmes de développement agricole ;
- Récupérer les anciennes exploitations de l'Etat ;
- Organiser et réserver des circuits de commercialisation des produits agricoles locaux ;
- Réserver des terres aux agriculteurs gabonais ;
- Créer des entreprises publiques pour exercer dans le secteur agricole ou relancer celles qui existaient ;
- Développer la formation professionnelle du secteur ;
- Créer des usines de transformation des produits agricoles ;
- Favoriser l'agriculture biologique ;
- Soutenir le développement agricole local ;
- Instaurer l'assurance maladie pour les agriculteurs ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

II. LE SECTEUR AGRICOLE

A. DIAGNOSTIC DES CITOYENS

Les contributeurs constatent pour le déplorer que le secteur agricole soit « abandonné » et soumis à « l'inflation des prix » des denrées ainsi qu'au « monopole » des opérateurs économiques étrangers.

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Au titre des propositions, les Gabonais préconisent les solutions suivantes :

- Valoriser le secteur agricole dans l'économie ;
- Miser sur la formation des jeunes ;
- Rétablir l'école rurale d'Oyem ;
- Créer des sociétés d'élevage dans les provinces ;
- Mettre à la disposition des agriculteurs des moyens de transport pour l'acheminement des aliments ;
- Instaurer une journée nationale d'élevage ;
- Consacrer plus de ressources au secteur agricole ;
- Lutter contre le coût élevé des denrées alimentaires provenant de l'étranger ;
- Prioriser l'agriculture comme sujet de base de notre développement économique ;
- Encourager la création des industries de fabrication d'alimentation de bétail ;
- Développer le secteur afin de parvenir à l'autosuffisance alimentaire ;
- Favoriser la production nationale de volaille ;
- Encourager les populations à faire du jardinage ;
- Mettre des semences à la disposition des populations ;
- Renforcer les capacités humaines et matérielles des pôles agricoles ;
- Initier et impliquer les projets dans les zones rurales ;
- Réadapter les politiques de promotion de l'agriculture rurale ;
- Accompagner les populations rurales dans le secteur agricole par des véritables projets ;
- Permettre aux populations rurales d'améliorer leur condition de vie ;
- Animer les campagnes de vulgarisation agricole par le ministère de l'agriculture ;
- Mettre en place des activités champs- école et génératrices de revenus ;
- Décentraliser certaines activités afin de booster la vie des communautés rurales ;
- Créer des centres de formation agricoles y compris dans les universités ;
- Organiser les festivals agricoles ;
- Sensibiliser les populations sur le comportement écocitoyen ;
- Instaurer un programme scolaire dédié à l'agriculture ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

- Organiser les séminaires de formation destinés aux populations rurales ;
- Créer un centre de recherche agronomique ;
- Créer une société nationale agricole pour augmenter la production ;
- Appliquer rigoureusement la mercuriale relative aux denrées alimentaires ;
- Promouvoir les Petites et Moyennes Entreprises (PME) ;
- Réguler les prix des produits nationaux ;
- Baisser les prix d'achat du matériel agricole ;
- Renforcer les contrôles sanitaires ;
- Produire des semences de qualité ;
- Accélérer la transition agroécologique pour une alimentation saine ;
- Accroître la sécurité alimentaire ;
- Proscrire les engrais chimiques, produits phytosanitaires et OGM ;
- Limiter l'utilisation des pesticides ;
- Octroyer aux agriculteurs des terres arables aménagées par l'Etat ;
- Mettre en place un système de centrale d'achat afin de mieux gérer les subventions de l'Etat pour le compte des petits agriculteurs ;
- Faciliter l'acquisition des moyens de bord ;
- Exonérer d'impôts et taxes certains produits agricoles ;
- Déterminer les modes d'occupation et d'exploitation des terres ;
- Signer des coopérations agricoles avec des pays experts du planting ;
- Former les populations rurales ;
- Suivre les coopératives agricoles par le biais du ministère de l'agriculture ;
- Renforcer le cadre juridique par la confédération des coopératives ;
- Créer des coopératives agricoles pour des activités agro-pastorales ;
- Doter d'un encadrement technique en unité légère de transformation et transport ;
- Renforcement des capacités opérationnelles agricoles ;
- Planter des arbres fruitiers dans les aires libres ;
- Revoir le budget du ministère de l'agriculture et détacher la CAISTAB de la mission de péréquation des cultures et de rentes au profit du ministère de l'agriculture ;
- Nationaliser les circuits de production, transformation et d'acheminement des produits agricoles ;
- Créer un décret mettant en place une zone franche agricole exclusivement réservée aux nationaux ;
- Créer une armée spécialisée pour ce secteur ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

III. ÉLEVAGE

A. DIAGNOSTIC DES CITOYENS

Les contributeurs dénoncent « l'absence » d'une politique de promotion de l'élevage au Gabon.

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Au titre des propositions, les Gabonais suggèrent les solutions suivantes :

- Mettre en œuvre les politiques de formation et d'industrialisation de l'élevage au Gabon ;
- Remettre sur pied la SMAG afin de relancer la production en poulet comme jadis ;
- Accorder aux entrepreneurs gabonais le bénéfice d'un fonds spécial d'accompagnement ;
- Mettre en place des programmes de formation et d'éducation destinés aux éleveurs afin de favoriser l'élevage durable et la construction d'une poissonnerie ;
- Enseigner les métiers d'élevage dans les collèges ;
- Mettre en place un système de centrale d'achat afin de mieux gérer les subventions de l'Etat pour le compte des petits éleveurs ;
- Mettre en place des politiques de subvention ;
- Importer des races porcines et bovines et d'autres espèces plus résistantes à nos climats afin de favoriser l'élevage extensif ;
- Suspendre le monopole de la SMAG ;
- Encourager la création des industries de fabrication d'aliments de bétail ;
- Accorder des bourses et crédits aux PME pour la création des aliments de bétail ;
- Accompagner les producteurs agricoles dans la production des aliments de bétail ;
- Promotion du secteur agricole par le Gouvernement ;

THÉMATIQUE ÉCONOMIQUE

IV. LA PÊCHE

A. DIAGNOSTIC DES CITOYENS

Les contributeurs estiment que les « étrangers » ont le monopole de ce secteur de souveraineté. Ils déplorent ainsi, « l'inexistence » d'une réelle politique de promotion de la pêche au Gabon.

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

Au titre des propositions, les solutions suivantes sont préconisées par les Gabonais :

- Réserver les zones spécifiques destinées à la pêche des nationaux ;
- Restaurer la direction des pêches et de l'aquaculture ;
- Réorganiser le centre de l'appui artisanal ;
- Rouvrir les zones de pêche ;
- Supprimer le droit de passage ;
- Réduire le coût des produits issus de la pêche ;
- Régulariser la situation foncière des sites existants détenus par les nationaux ;
- Améliorer les mesures d'accompagnement des pêcheurs nationaux ;
- Faciliter l'acquisition du matériel de pêche aux nationaux ;
- Créer une école pour former les jeunes aux métiers de la mer ;
- Créer un port de pêche maritime ;
- Equiper les centres de pêche en bateaux ou pirogues ;
- Baisser les taxes sur les matériaux de pêche (filets, moteurs...) ;
- Soutenir les pêcheurs gabonais ;
- Rechercher des partenariats extérieurs ;
- Créer une compagnie nationale maritime de pêche ;
- Interdire les contrôles des forces de police et gendarmerie en mer pour les pêcheurs artisanaux ;
- Financer massivement le secteur pêche ;
- Renforcer les administrations de défense et de sécurité maritimes ;
- Mettre en place des missions conjointes maritimes (forces armées gabonaises, direction de la pêche, ANPN) ;
- Organiser la commercialisation de la sardine fumée au Gabon ;
- Réglementer les exploitations de pêche ;
- Financer la pêche artisanale ;
- Protéger et labéliser la sardine gabonaise ;
- Réviser les accords de pêche en privilégiant les nationaux ;
- Mettre en place des dispositions qui obligent les armateurs étrangers à s'associer aux investisseurs locaux ;
- Mettre en place un système de centrale d'achat afin de mieux gérer les subventions de l'Etat pour le compte des petits pêcheurs ;
- Réviser les accords de pêche avec les états tiers ou des compagnies étrangères existantes ;
- Former dans le secteur de la pêche ;

THÉMATIQUE

B. PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

- Mettre en place des textes qui régulent et encadrent les produits de la pêche ;
- Installer des unités de production de pêche et construire un port de pêche ;
- Construire un cadre légal règlementant le secteur pêche et l'élevage marin ;
- Redéfinir les missions de la direction générale de la pêche et de l'aquaculture ;
- Etendre le contrôle des brigades de pêche ;
- Donner la priorité aux pêcheurs nationaux dans l'accès aux sites de pêche et de commercialisation des produits de la pêche ;
- Impliquer les chefs de village dans le contrôle de régularité des activités de la pêche en milieu rural ;
- Organiser le secteur pêche ;
- Développer la pêche industrielle ;
- Mettre à niveau les outils de la pêche artisanale ;
- Mettre en place des formations au profit des communautés de pêche dans le domaine qualité et hygiène ;
- Renforcer la sécurité en mer ;
- Encourager l'agriculture, l'élevage et la pêche à grande échelle pour satisfaire la consommation des ménages ;
- Aménager des voies d'accès aux sites de pêche et moderniser les outils de pêche ;
- Se doter d'un port de pêche dans tous les grands chefs-lieux de province ;
- Rouvrir la SIEB ORGAPRO ;